

Colloque sur la rupture stratégique à l'IRSEM

Autor(en): **Chambaz, Grégoire**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft [1]: **Numéro Thématique DEVA**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781356>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Stratégie

Colloque sur la rupture stratégique à l'IRSEM

Plt Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint RMS+

L'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'école militaire, Paris) organisait le mercredi 11 février le colloque *La rupture stratégique* au sein de l'Ecole militaire. Fruit du programme « Penser la guerre, » dirigé par le LCL Olivier Entraygues, ce colloque pluridisciplinaire avait pour but de définir de nouvelles lignes de pensée dans le cadre de la stratégie générale.

Dans une perspective stratégique, en particulier militaire, il a été choisi de ne mentionner que les éléments directement pertinents concernant la sécurité, la prospective et la conduite des opérations.

Avec pas moins de treize intervenants de différents milieux (sociologues, militaires, géographe, démographe, politologues et même un philosophe), l'approche choisie par la direction du colloque est pluridisciplinaire et a l'ambition d'englober tous les pans possibles d'une rupture stratégique, qu'elle soit économique, démographique, sociétale ou encore guerrière.

Deux interventions ont particulièrement retenu notre attention : celles du prof. Christopher Coker (*London School of Economics*) et du prof. Bernard Wicht (Université de Lausanne) sur des essais prospectifs en termes de rupture stratégique.

Mais avant tout, on ne saurait parler de rupture stratégique sans en comprendre profondément le sens. Dans ce cadre, l'intervention du prof. Georges-Henri Soutou (président de l'Institut de stratégie comparée, Paris) est fondamentale pour en saisir la dimension. Celui-ci a aimablement accepté que nous retranscrivions son intervention dans nos colonnes (voir pages suivantes), sans laquelle la compréhension de ce concept, ses implications, son origine, et surtout ses enjeux n'est pas possible.

Pour terminer, le lieutenant-colonel Olivier Entraygues, organisateur du colloque, développe plus en détails (voir

pages suivantes) le concept de rupture stratégique ainsi que ses potentielles implications futures et changements dans les dynamiques de recherche académo-militaire.

Intervention du prof. Christopher Coker

Le prof. Christopher Coker commence son intervention par brosser un tableau du monde d'aujourd'hui : les grandes puissances d'hier ne sont très certainement pas celles de demain, la bipolarité semble être un phénomène du passé, et l'unipolarité américaine a déjà montré les limites de son étendue.

La guerre ne se déroule plus en plaine, ni dans les voies de communication : elle se crée dans les montagnes (cf. l'insurrection talibane) et se déplace progressivement vers les villes. Dans le cas des combattants Talibans par exemple, forts d'une grande expérience (vingt ans de combat), ces insurgés sont animés de croyances propres (pour lesquelles ils sont prêts à donner leur vie) qui les rendent autonomes par rapport au monde extérieur. Dans cette perspective, les guerres tendent à devenir plus petites, plus mobiles et tenaces. En particulier, l'apparition de drones change la donne stratégique : même des groupuscules d'importance mineure peuvent maintenant se procurer des drones ; celui-ci seront probablement l'outil du faible et non du fort dans les conflits futurs.

On peut distinguer l'émergence d'une *Guerre fraîche* (Cool War), dans laquelle l'activité principale consiste à obtenir du renseignement sur l'adversaire. Ces conflits sont le théâtre d'une guerre dans laquelle les belligérants introduisent des vers dans les systèmes, et les activent en cas de conflit. La dynamique de la bataille s'en trouve alors affectée, avec des acquis/pertes de taille dès le début de la confrontation.

Cela n'empêche pas de voir les grandes et moyennes puissances prendre des risques et entrer en conflit avec

d'autres puissances ou mouvements. Dans ce monde, elles sont presque autant sujettes au conflit que les autres acteurs. La différence entre une puissance forte et un mouvement faible est leur résilience, il se peut très bien que dans la conduite des opérations, le rapport de force se renverse dès lors que les bases des acteurs et leur capacité à traverser le conflit est concernée. Dans cette nouvelle configuration, il faudra se poser la question du placement des soldats. Avec des forces armées en déclin en termes d'effectif, cette interrogation va guider plusieurs choix qui auront des conséquences stratégiques.

Particulièrement, le phénomène des zones de non-droit, des espaces d'exclusion sociale (survivants informels) va s'accroître. Regroupant principalement des jeunes adultes ou des enfants de la rue, ces zones intergroupées constituent un défi du futur pour la sécurité. Certains pays se préparent à ce changement. Les Etats-Unis ont adopté en 2005 une doctrine de combat urbain qui traite de ces problématiques. Mais qu'en est-il des autres Etats? Seront-ils résilients face à ces combattants Talibans par exemple, forts à ces défis?

Compte tenu de l'urbanisation de plus en plus importante, il devient indispensable d'étudier l'urbanisme et en particulier le fonctionnement des villes: comment fonctionnent-elles? Comment peut-on les influencer? Quels sont les outils pour les contrôler? Comment en interdit-on l'accès à un groupe armé? Toutes ces questions doivent trouver réponse dans la conduite des conflits de demain.

Intervention du prof. Bernard Wicht



Compte tenu de la prolifération des groupes armés à l'époque actuelle (Daesh, Hamas, Hezbollah, FARC, etc...), nous assistons à un tournant dans l'art de la guerre au niveau de l'usage de l'outil militaire qui devient polyvalent et s'auto-suffit tant au niveau financier qu'au niveau du recrutement. Ces groupes armés ne sont-ils pas en train de supplanter les armées classiques? Depuis dix ans, le PIB combiné de ces groupes armés est deux fois supérieur celui de la Grande-Bretagne. La prise en

compte de ces réalités pose plusieurs questions.

Premièrement, celle de la durée de vie de ces groupes. Prenons le cas des FARC: ceux-ci existent depuis plus longtemps que l'Etat d'Israël. Dans quelle mesure va-t-on assister à l'émergence d'organisations proto-étatiques qui supplantent les Etat dans des zones de non-droit ou contestées? Est-ce qu'elles vont disparaître, ou alors finalement supplanter l'Etat qu'elles combattent, voire se fondre dans sa structure?

Ensuite, se pose la question du pouvoir militaire de ces groupes armés. Par exemple, le Hezbollah, possède une force militaire considérable comparée à l'étendue de son territoire. Il dispose d'une aura qui dépasse largement ses frontières et malgré sa structure non-étatique, détient une influence incontournable au Moyen-Orient. La science politique identifie ces structures comme des complexes politiques émergents, construits par l'interaction de deux phénomènes: la réponse non-bureaucratique et non-territoriale à une mondialisation globalisatrice, et une idée alternative au modèle de l'Etat-nation.

On fait remonter l'émergence de ces mouvements aux années 1980, en réaction à l'accroissement des échanges globalisés. Comment ces groupes assurent-ils leur financement? Largement auto-suffisants, ils puisent la quasi-totalité de leur financement dans l'économie grise. Autonomes, ils bénéficient largement des avancées de la société de l'information, qui va agir comme catalyseur dans leur changement.

Au niveau militaire, ces groupes prennent le contre-pied des puissances atlantistes ou émergentes dans les choix technologiques. Contrairement aux armées occidentales, qui recourent de plus en plus à la technologisation de la guerre, ils préfèrent se concentrer sur des choix low-tech. Dans la conduite du combat, on assiste au primat des forces morales sur celles de la technologie. Non seulement au niveau tactique, mais surtout au niveau de l'attachement à la cause qui va conditionner la capacité au sacrifice de ses membres.

Que peut-on déduire des données ci-dessus? Un bref retour dans l'histoire, et particulièrement au Moyen-âge nous donne des pistes prospectives: « La cause de la destruction de l'Europe réside dans l'infériorité militaire de celle-ci. Lourde et bien équipée, elle était en revanche incapable de se défendre face à des attaques soudaines et légères. »¹ En quelque sorte, c'est une invitation à une redivision micro-territoriale des forces de défense.

G. C.

¹ Voir les travaux de Georges Duby